

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 17

Objet de la délibération: DGA / AD -
Fonds de concours dédié à
l'aménagement et à l'accessibilité des
zones à vocation économique -
Approbation du règlement révisé

-  Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.176

Date de la convocation :

Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **23 DEC. 2016**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **28 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur DAUNIS,

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sont régis par un principe de spécialité qui revêt deux aspects : une spécialité territoriale en vertu de laquelle l'EPCI ne peut intervenir que dans le cadre de son périmètre, et une spécialité fonctionnelle qui interdit à l'EPCI d'intervenir en dehors du champ de compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres.

La cohérence de l'organisation territoriale des équipements et des interventions publiques a nécessité le développement de fonds de concours, qui constituent une dérogation aux principes évoqués ci-dessus.

La pratique des fonds de concours est autorisée par l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit « *qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent réciproquement être versés entre un EPCI à fiscalité propre et les communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil communautaire et des Conseil municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours.* »

C'est dans ce cadre que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis attribue depuis 2004 des fonds de concours à ses communes membres, afin de les accompagner dans leurs projets de développement.

A ce titre, le Conseil communautaire du 21 décembre 2015 a approuvé la mise en œuvre d'un nouveau fonds de concours, dédié au financement des équipements publics nécessaires à l'accompagnement à la mise en place, au développement ou au maintien de zones à vocation économique et pour lequel un Règlement a été approuvé en cette même séance. Ce Règlement a par la suite fait l'objet d'une révision en séance du Conseil Communautaire du 27 juin 2016.

Dans le cadre de la prise de compétence par la CASA des Zones d'Activités Economiques (ZAE) à partir de janvier 2017, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'apporter les modifications suivantes au Règlement de ce fonds de concours :

- Le recensement des projets d'aménagement de zones à vocation économique ayant vocation à être réalisés du 1^{er} janvier 2016 jusqu'à l'exercice de la prise de compétence ZAE par la CASA le 1^{er} janvier 2017 ;
- La contribution maximale de la Communauté d'Agglomération est portée à 50 % et dans la limite d'un soutien plafonné à 3 millions d'euros.

Compte-tenu des éléments évoqués, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la révision du Règlement du fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique au niveau communautaire telle que ci-dessus précisée et dont le projet figure en annexe à la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE la révision du Règlement du fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique au niveau communautaire telle que ci-dessus précisée et dont le projet figure en annexe à la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

REGLEMENT

FONDS DE CONCOURS DEDIE A L'AMENAGEMENT ET A L'ACCESSIBILITE DE ZONES A VOCATION ECONOMIQUE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de sa compétence Développement économique, la CASA souhaite accompagner les communes dans le maintien, le développement ou la mise en place de nouvelles zones d'activités à vocation économique, via un fonds de concours dédié.

Ainsi, par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CASA a validé le principe de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

Le Règlement, initialement approuvé par délibération du Conseil communautaire le 21 décembre 2015, a fait l'objet d'une révision par délibérations du Conseil communautaire du 27 juin 2016 et du 19 décembre 2016.

1/ Zones éligibles

Les projets présentés par les communes devront obligatoirement se situer dans les espaces à dominante urbaine / enjeux de développement / dominante activités issus du SCOT. La carte correspondante est annexée au présent règlement.

2/ Modalités d'intervention

2.1 : Dépôt des demandes de soutien par les communes auprès de la CASA

Les projets présentés par les communes devront embrasser la période du 1^{er} janvier 2016 jusqu'à l'exercice de la prise de compétence des Zones d'Activités Economiques (ZAE) par la CASA, au 1^{er} janvier 2017 et selon le planning actualisé suivant :

- Adoption du Règlement révisé du fonds de concours : Conseil communautaire du 27 juin 2016 et du 19 décembre 2016 ;
- Dépôt des dossiers par les communes : 30 septembre 2016 au plus tard ;
- Octroi des soutiens de la CASA aux projets : Conseil communautaire de décembre 2016.

L'instruction des dossiers sera donc effectuée par les services de la CASA dans le courant du dernier trimestre 2016, afin de permettre une décision la plus rapide possible.

2.2 : Critères d'éligibilité

Le budget total du projet doit être au minimum de 10 millions d'euros TTC, tous financements confondus afin d'être éligible au fonds de concours.

Les dépenses concernées par le fonds de concours représentent l'ensemble des dépenses d'études, d'aménagements, de réfection, d'amélioration ou de mise en place d'équipements publics, de travaux d'embellissement, etc, nécessaires au projet de développement des zones à vocation économique.

Parmi celles-ci, les dépenses éligibles sont :

- Les dépenses restant réellement à la charge des communes, déduction faite de toutes les autres subventions ou participations financières au projet, quel que soit l'acteur octroyant ce soutien
- Les dépenses affectées à des infrastructures dont la propriété fera partie du patrimoine communal

2.3 : Détermination du taux du fonds de concours

Le budget alloué par la CASA à ce fonds de concours du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 est défini comme suit :

La contribution maximale est portée à 50% et dans la limite d'un soutien plafonné à 3 millions d'euros.

3/ Modalités administratives et financières

3.1 : Constitution des dossiers de demande de fonds de concours

Dans le cadre du planning indiqué en 2.1 du présent règlement, les communes porteuses de projets doivent renseigner et transmettre le dossier de demande à la CASA, composé a minima des éléments suivants :

- Une note d'opportunité détaillant les objectifs du projet à vocation économique amenant à réaliser l'opération objet de la demande de fonds de concours, en insistant sur les retombées économiques attendues (création d'emploi, implantation d'entreprises, extension d'entreprises actuelles, etc) ;
- Un état prévisionnel annualisé du budget HT du projet incluant le plan de financement HT du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 avec la clé de répartition attendue des différents partenaires financeurs. L'ensemble des budgets indiqués doivent l'être en Hors Taxe.
A noter que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités territoriales oblige la collectivité maître d'ouvrage à une participation minimale de 20% pour les projets d'investissements depuis le 1^{er} janvier 2012.
Le respect de la condition du financement majoritaire par la commune bénéficiaire du fonds de concours doit être apprécié par référence au coût Hors Taxe des dépenses ;
- Un dossier technique faisant apparaître la faisabilité technique de l'opération (aspects fonciers, juridiques, plans et éléments chiffrés, devis, etc) ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation ;
- La délibération du Conseil municipal mentionnant :
 - La nature et le coût estimé de l'opération
 - Autorisant le Maire à solliciter l'attribution d'un fonds de concours auprès de la CASA.

D'une manière générale, le dossier doit présenter les garanties de faisabilité juridique, financières et de conformité aux conditions d'attribution des fonds de concours.

La commune peut également joindre tout document complémentaire qu'elle juge nécessaire à la bonne compréhension du projet.

Le dossier de demande de fonds de concours est à adresser à :

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Direction générale adjointe Aménagement & Développement Economique

Service Gestion et Coordination

449, Route des Crêtes BP43

06901 Sophia Antipolis Cedex

Ci-annexé un modèle de dossier de demande de fonds de concours.

3.2 : Délai de validité de l'attribution

Seules les dépenses ayant effectivement été réalisées entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 pour les projets ayant obtenu un fonds de concours de la part de la CASA pourront être éligibles.

Toute dépense prévue initialement avant le 31 décembre 2016 mais finalement non réalisée ne pourra donc être soutenue par ce fonds de concours.

3.3 : Modalités du versement du fonds de concours

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT
- Des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

3.4 : Engagements de la commune

La commune s'engage à mener à bien le projet faisant l'objet d'un fonds de concours de la CASA et à informer cette dernière de toute modification du projet.

En outre, elle s'engage à faire mention de la participation financière de la CASA dans tous les documents, communications, informations relatives au projet concerné, et d'y apposer le logo de la CASA.

3.5 : Modification de l'opération financée

La commune informera la CASA de toute modification du projet, notamment sur les aspects planification et financement.

Dans le cas où les dépenses éligibles réelles sont inférieures aux dépenses prévisionnelles, le fonds de concours est révisé en proportion au niveau d'exécution constaté, par application du taux du fonds de concours à la dépense effectivement subventionnable au vu des justificatifs fournis.

Dans le cas où les cofinancements réellement notifiés s'avèrent supérieurs à l'estimation, le fonds de concours est révisé en proportion au niveau d'exécution constaté, par application du taux de la participation financière de la CASA, au plus égal à celle de la commune (subventions déduites). Il fait l'objet d'un prorata de la recette notifiée, voire d'un reversement à la Communauté d'agglomération en cas de trop-perçu.

En cas de coût supérieur de l'opération ou d'augmentation des dépenses éligibles in fine, le montant du fonds de concours sera majoré au montant prévu initialement au regard du budget prévisionnel. Il ne pourra pas faire l'objet d'une réévaluation à la hausse.

3.6 : Remboursement du fonds de concours

La CASA se réserve le droit :

- De demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu
- D'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde
 - du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours
 - du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours

Ci-annexé un modèle type de convention de fonds de concours d'équipement.

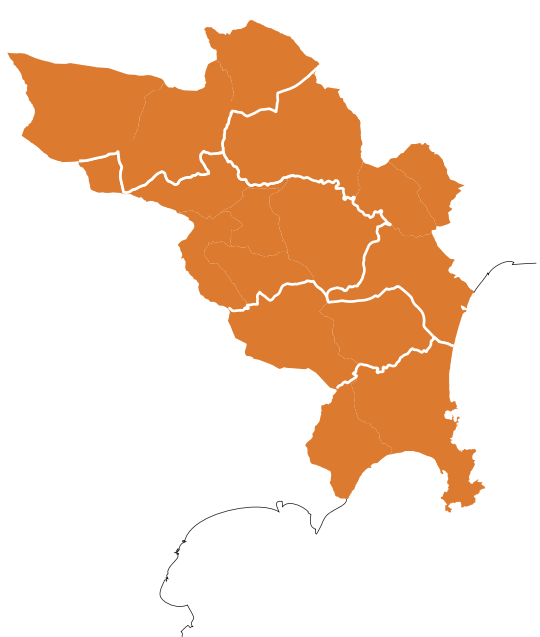
DOCUMENT D'ORIENTATIONS GÉNÉRALES

V - 1 Plan indicatif d'assemblage des unités de voisinage



Document d'orientations générales

V - 1 Plan indicatif d'assemblage des unités de voisinage



1 cm = 500 mètres
1 / 50 000e

SCOT approuvé
Délibération du conseil communautaire le 5 mai 2008



Légende

ESPACE NATUREL PROTÉGÉ

- Parc départemental, loisir vert
- Loi littoral (code de l'urb. L. 146, 2 et 6)**
 - Espace remarquable terrestre *cf plans de délimitation au 1 / 15 000e*
 - Espace remarquable maritime
 - Coupure d'urbanisation
- Loi montagne (code de l'urb. L. 145-7)**
 - Espace remarquable : plateau
 - Espace remarquable : grand paysage
 - Espace remarquable : gorges du Loup

ESPACE A DOMINANTE URBAINE

Enjeux de développement

- Fonction centrale
- Dominante habitat
- Dominante activités
- Dominante sports et loisirs
- Équipement projeté
- Port de plaisance
- Enjeux de protection**
 - Vieille ville, vieux village
 - Espace paysager sensible
 - Enjeu ponctuel de protection
 - Continuité naturelle
 - Espace golfique
 - Voie protégée et entrée de ville
 - Limite des espaces proches du rivage
 - Côte rocheuse
 - Aménagement balnéaire
 - Voie littorale

RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

- Réseau hydrographique principal
- Axe bleu

ESPACE AGRICOLE

- Enjeu agricole
- Enjeu agricole ponctuel

PARC D'ACTIVITÉS DE SOPHIA ANTIPOLIS

- Limite du parc actuel
- Limite des extensions
- Espace aménageable à long terme

TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

- Voie ferrée, gare aménagée
- Pôle multimodal
- Principe de transport en commun en site propre (TCSP)
- Autoroute A8
- Autoroute A8 : échangeur à créer
- Autoroute A8 : échangeur à requalifier
- Autoroute A8 : diffuseur à créer
- Liaison structurante
- Projet de liaison structurante
- Principe de liaison structurante
- Liaison principale
- Principe de liaison principale
- Liaison secondaire
- Principe de liaison secondaire

0 500
1 cm = 500 m





Dossier de demande d'un fonds de concours aménagement et accessibilité de zones à vocation économique

**Vous êtes une commune de la
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.**

Le dossier dûment complété sera transmis à l'adresse suivante :

*Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Direction Générale Adjointe à l'Aménagement et au Développement Economique
Service Gestion et Coordination
449 Route des Crêtes BP 43
06901 Sophia Antipolis Cedex*

Pour être déclarée recevable, votre demande de fonds de concours doit impérativement être accompagnée des pièces suivantes :

- Présent formulaire dûment renseigné et signé du Maire de la commune ou toute personne ayant reçu son habilitation.
- Eléments techniques faisant apparaître la faisabilité de l'opération (aspects fonciers, juridiques, plans et éléments chiffrés, devis etc ...)
- La délibération du Conseil municipal mentionnant :
 - 1/ la nature et le coût estimé de l'opération
 - 2/ l'autorisation du Maire à solliciter l'attribution d'un fonds de concours auprès de la CASA.

De manière générale, le dossier doit présenter les garanties de faisabilité juridique, financières et de conformité aux conditions d'attribution des fonds de concours, telles que définies par le Conseil communautaire 21 décembre 2015 et inscrites dans le Règlement révisé du fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité des zones d'activité à vocation économique (séances du Conseil communautaire du 27 juin 2016 et du 19 décembre 2016).

Des pièces complémentaires pourront être demandées par le service instructeur si l'examen de l'éligibilité le nécessite.

Pour toute précision utile au renseignement de ce formulaire ou toute question relative aux fonds de concours alloués par la CASA, le Service Gestion et Coordination se tient à votre écoute : 04.89.87.71.10 ou 04.89.87.71.05.

Identification de la commune sollicitant le fonds de concours

Commune :

N° SIRET (14 chiffres):

Adresse :

Nom de l'agent en charge de la constitution et du suivi de la demande :

Fonctions occupées :

Téléphone :

E-mail :

Identification du projet

La commune sollicite la participation financière de la CASA au titre des fonds de concours aménagement & accessibilité de zones d'activité à vocation économique pour l'opération suivante :

.....

NOTE D'OPPORTUNITE

Cette note d'opportunité détaille les objectifs du projet à vocation économique en insistant sur les retombées économiques attendues (création d'emploi, implantation d'entreprises, extension d'entreprises actuelles, etc)

Elle indique également la nature des dépenses concernées par ce fonds de concours (acquisition foncière, construction, réhabilitation, travaux, etc ...), en indiquant leur destination, leur date prévisionnelle de réalisation, ainsi que tout élément pouvant faciliter la compréhension du projet.

CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION	
ETAPE	DATE ESTIMEE DE REALISATION

BUDGET PREVISIONNEL (DEPENSES INVESTISSEMENT)		
Nature des dépenses	Echéancier	Montant HT
Total :		€

BUDGET PREVISIONNEL (DEPENSES FONCTIONNEMENT)		
Nature des dépenses	Echéancier	Montant HT
Total :		€

Indiquer pour l'ensemble des dépenses prévisionnelles uniquement celles correspondantes à des biens ayant vocation à être inscrits au patrimoine communal

Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel est **exprimé en HT** et il fait apparaître les clés de répartition des différents partenaires financeurs.

A noter que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités territoriales oblige la collectivité maître d'ouvrage à une participation minimale de 20% pour les projets d'investissements, depuis le 1^{er} janvier 2012.

Partenaire financeur	Taux	Montant HT	Observations
Commune demanderesse			
Etat	%	€	
Conseil Régional	%	€	
Conseil Départemental	%	€	
Autre (Europe, ...)	%	€	
Commune de ...	%	€	
TOTAL	100%	€	

Date :

Signature :

(Nom du signataire et cachet)

Une fois les éléments renseignés, merci de joindre un dossier technique et la délibération du Conseil Municipal (cf. page 2 du présent dossier).

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE**

**ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS DEDIE A L'AMENAGEMENT ET A
L'ACCESSIBILITE DES ZONES D'ACTIVITE A VOCATION ECONOMIQUE**

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération par délibération du Conseil Communautaire du

D'UNE PART

ET

La commune de représentée par Monsieur ou Madame, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Intitulé de l'opération financée :

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Budget prévisionnel et calendrier de réalisation.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	€ H.T.
-------------------------------	--------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Régional			
Conseil Départemental	%	€	
Autofinancement	%	€	
Autres (préciser)	%	€	
TOTAL	100%	€	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir..... %

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier).
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement révisé de fonds de concours dédiés à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique, approuvées en séances du Conseil communautaire du 27 juin 2016 et du 19 décembre 2016.

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Seules les dépenses ayant effectivement été réalisées entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 pour les projets ayant obtenu un fonds de concours de la part de la CASA pourront être éligibles.

Toute dépense prévue initialement avant le 31 décembre 2016 mais finalement non réalisée ne pourra donc être soutenue par ce fonds de concours.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Antibes, le

<p>Pour la commune de</p> <p>Le Maire,</p> <p>.....</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p> <p>Jean LEONETTI</p>
---	---

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_176
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité des zones à vocation économique - Approbation du règlement révisé
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : H1aWn3Q

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_176-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_176
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : Fonds de concours d?di? ? l'am?nagement et ? l'accessibilit? des zones ? vocation ?conomique - Approbation du r?glement r?vis?
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_176-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
006-240600585-20161219-CC_2016_176-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161219-CC_2016_176-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20161219-CC_2016_176-DE-1-1_4.PDF
006-240600585-20161219-CC_2016_176-DE-1-1_5.PDF